

Vue d'ensemble sur le travail des enfants dans l'agriculture

Soixante-dix pour cent d'enfants travaillent dans l'agriculture – soit plus de 132 millions de filles et de garçons âgés de 5 à 14 ans. L'énorme majorité des enfants qui travaillent de par le monde ne peinent pas dans des usines ou ateliers, comme domestiques ou vendeurs des rues dans les zones urbaines, ils travaillent par contre dans les fermes et les plantations, le plus souvent du lever au coucher du soleil, à planter, récolter des produits agricoles, pulvériser des pesticides ou garder le bétail. Ces enfants jouent un rôle important dans la production agricole et l'élevage du bétail, et aident ainsi à fournir des aliments et boissons que nous consommons, et à transformer de fibres et matières premières que nous utilisons pour fabriquer d'autres produits. Quelques exemples de produits agricoles sont le cacao, le chocolat, le café, le thé, le sucre, les fruits et légumes, ainsi que d'autres produits tels que le tabac et le coton.

Il faut préciser que toutes tâches effectuées par les enfants dans l'agriculture ne sont pas forcément nocives pour eux ou considérées à être abolies, tel que défini dans la convention (n° 138) sur l'âge minimum ou la convention (n° 182) sur les pires formes du travail des enfants de l'OIT. Les tâches adaptées à l'âge de l'enfant et qui n'interfèrent pas sur sa scolarité et ses loisirs, peuvent être considérées comme faisant partie de son environnement normal en milieu rural. En effet, la participation aux différents types de tâches peut être un élément positif pour les enfants, en leur offrant des compétences pratiques et sociales pour leur futur travail d'adultes. On trouve souvent chez les jeunes qui réalisent certaines tâches agricoles une forte confiance en soi, de l'auto-estime et des compétences professionnelles accrues plus tard.

Cependant, l'agriculture est avec le bâtiment et les mines, l'un des trois secteurs professionnels les plus dangereux quelque soit l'âge. Que les enfants travaillent dans les fermes de leurs parents, soient engagés pour travailler dans des fermes ou plantations de tiers ou accompagnent leurs parents en tant que travailleurs agricoles migrants, les dangers et les niveaux de risque auxquels ils sont exposés peuvent être pires que pour les travailleurs

adultes. Comme le corps et l'équilibre mental des enfants sont encore en pleine croissance, l'exposition à des dangers sur le lieu de travail est plus dévastatrice et durable pour eux, entraînant même une invalidité permanente pour le restant de leur vie. C'est ainsi que la frontière entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas est facile à dépasser. Ce problème ne se limite pas aux pays en développement, il existe aussi dans les pays industrialisés.

L'agriculture est également un secteur dans lequel beaucoup d'enfants se voient priver d'éducation, ce qui compromet leurs chances d'échapper au cycle de la pauvreté et trouver plus tard de meilleurs emplois ou devenir travailleurs indépendants. Le secteur rural se caractérise souvent par un manque d'écoles, des écoles de qualité variable, des difficultés à garder les professeurs à cause de l'éloignement des zones rurales, le manque d'enseignement adapté aux enfants, des taux de scolarisation faibles, et où les résultats scolaires sont les plus faibles. Souvent, les enfants doivent parcourir de longues distances pour se rendre à l'école. Même lorsqu'ils sont scolarisés, les vacances scolaires sont souvent organisées en fonction des dates des semailles et des récoltes.

Alors que beaucoup de pays ont enregistré de grands progrès dans la réduction des activités dangereuses pour les enfants dans d'autres secteurs, de nombreux facteurs font que le travail des enfants dans l'agriculture est un problème particulièrement difficile à résoudre.

Un grand nombre d'enfants est impliqué dans toutes sortes d'entreprises, allant de fermes familiales de petite ou moyenne taille, aux grandes exploitations ou plantations aux complexes agro-industriels importants. Historiquement, le travail des enfants – soit comme membres «d'équipes familiales» ou comme travailleurs individuels – a constitué une composante importante de la main-d'œuvre dans les plantations et l'agriculture commerciale dans le monde. Le nombre de filles dans l'agriculture représente un pourcentage important de la main-d'œuvre totale. Parmi les

questions clés soulevées en matière de genre, l'accès des filles à l'éducation est d'autant plus réduit parce que pour elles s'ajoutent souvent les tâches ménagères avant ou après le travail dans les champs.

Les enfants deviennent ouvriers agricoles à un âge très bas partout dans le monde. La plupart des études statistiques ne couvrent que les enfants travailleurs âgés de 10 ans et plus. Toutefois, beaucoup d'enfants commencent à travailler bien avant cet âge. En milieu rural, les enfants, notamment les filles, commencent généralement à travailler dès l'âge de 5, 6 ou 7 ans. Dans certains pays, on estime que les enfants de moins de 10 ans représentent 20 pour cent du travail des enfants dans les zones rurales.

Le travail effectué par les enfants dans l'agriculture est souvent invisible et non reconnu. Ceci parce qu'ils aident leurs parents ou d'autres membres de la famille dans la ferme familiale, font du travail à la pièce, selon un système de quotas dans les grandes fermes ou les plantations, ou en tant que membres de familles de travailleurs migrants.

Historiquement et traditionnellement, dans beaucoup de pays, l'agriculture est un secteur sous-réglementé. Ceci veut dire que les lois sur le travail des enfants, lorsqu'elles existent, sont souvent moins contraignantes dans l'agriculture que dans d'autres secteurs. Dans certains pays, les adultes et les enfants qui travaillent dans l'agriculture ne sont pas couverts par ou exemptés des lois de sécurité et de santé qui couvrent les autres catégories de travailleurs adultes. Par exemple, les enfants sont souvent autorisés à manipuler des machines et à conduire des tracteurs à un plus jeune âge dans l'agriculture que dans d'autres secteurs.

En particulier dans les zones rurales, le revenu des ménages est insuffisant pour couvrir les besoins des familles. Les enfants travaillent comme main d'œuvre à bon marché, car leurs parents sont pauvres et ne gagnent pas suffisamment pour entretenir la famille ou pour envoyer leurs enfants à l'école. Ceux-ci représentent alors une source intarissable de main-d'œuvre à bon marché.

Tous les facteurs évoqués plus haut signifient que l'agriculture a un statut particulier et font du travail des enfants dans l'agriculture une question particulièrement difficile à résoudre. Mais c'est précisément à cause de ces facteurs – nombre d'enfants important, travail des filles, nature

dangereuse du travail, manque de réglementation, invisibilité, manque d'éducation et effets dus à la pauvreté – que l'agriculture devrait constituer un secteur prioritaire pour l'élimination du travail des enfants. Sans efforts concertés destinés à réduire le travail des enfants dans l'agriculture, il sera impossible d'atteindre l'objectif de l'OIT visant à éliminer toutes les pires formes de travail des enfants d'ici 2016.

Pour que le développement agricole et rural soit durable, il n'est pas possible de continuer à le fonder sur l'exploitation du travail des enfants. Il existe un consensus croissant considérant que l'agriculture est un secteur prioritaire dans lequel il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies, politiques et des programmes de lutte contre le travail des enfants, et placer ainsi l'emploi agricole dans des zones rurales au centre du développement durable. Afin d'élargir les efforts envers l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture, l'OIT élabore de nouvelles stratégies, fondées sur une coopération et une collaboration plus étroites avec les organisations agricoles internationales¹, dont les organisations d'agriculteurs (employeurs) et les syndicats agricoles (travailleurs), et déploie un effort accru en matière de communication, centré sur la Journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin 2007, dont le thème est l'agriculture. L'IPEC œuvre également à intégrer cette question dans les travaux courants de l'OIT sur l'emploi des jeunes et le développement de l'emploi rural.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour

¹ L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), représentant des agriculteurs/employeurs et leurs organisations, et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), représentant des travailleurs et leurs organisations.

Travail dangereux des enfants dans l'agriculture

Ce qu'un système de santé et sécurité déficient signifie en pratique pour le travail des enfants dans l'agriculture

- Le Bangladesh est un pays essentiellement rural, et pour de nombreux enfants les travaux d'aide à la culture, aux récoltes, aux transports et à la vente de produits fermiers font partie dès le plus jeune âge de leurs rôles quotidiens normaux. Ces enfants sont régulièrement en contact avec des machines et des outils agricoles, ce qui occasionne souvent des blessures désastreuses. Environ 50 enfants sont blessés chaque jour par des machines, et trois sont si grièvement blessés qu'il en résulte une invalidité permanente.
- Au Zimbabwe, les roues d'un tracteur, immobilisé pendant une nuit, s'étaient embourbées. Le matin suivant, un garçon de douze ans a fait démarrer le tracteur, a emballé le moteur pour dégager les roues en essayant de faire avancer l'engin (alors qu'il aurait dû, par souci de sécurité, tenter une marche arrière). Les roues sont restées bloquées, et le tracteur s'est cabré et s'est retourné, provoquant la mort du garçon par écrasement.
- En 2000, une fillette de onze ans, employée illégalement sur une exploitation agricole de Ceres (Western Cape), en Afrique du Sud, est tombée d'un tracteur, ce qui a eu pour conséquence l'amputation de sa jambe gauche.
- En 1990, un enfant immigrant travaillant dans le secteur agricole aux Etats-Unis, âgé de 15 ans, est mort d'électrocution lorsqu'un tuyau d'irrigation de 10 mètres avec une section en aluminium qu'il était en train de déplacer, est entré en contact avec une ligne électrique aérienne. Deux autres enfants qui l'accompagnaient ont subi de graves brûlures électriques aux mains et aux pieds.

Soixante-dix pour cent des enfants qui travaillent le font dans l'agriculture. Leurs activités vont de la garde du bétail et de la récolte des cultures à l'entretien des machines et au guidage avec des drapeaux des avions qui pulvérisent des pesticides. Plus de 132 millions d'enfants âgés de 5

à 14 ans, aident à la production de nourriture et de boissons que nous consommons, ainsi que de fibres et autres matériaux agricoles que nous utilisons. Le travail des enfants dans l'agriculture n'est pas confiné aux pays en voie de développement; il pose également des problèmes dans les pays industrialisés.

Un grand nombre - bien que difficile à évaluer - de ces 132 millions de filles et garçons effectuent des «activités dangereuses pour les enfants»¹, c'est-à-dire des tâches qui peuvent menacer leur vie, leurs membres, leur santé et leur bien-être en général. Indépendamment de l'âge, l'agriculture est, avec le bâtiment et les mines, l'un des trois secteurs de travail les plus dangereux en termes de décès, accidents et maladies professionnelles.

Ces enfants sont exposés aux mêmes risques et dangers auxquels sont exposés les travailleurs adultes, lorsqu'ils se retrouvent dans la même situation. Ils le sont même davantage, car leur corps est encore en pleine croissance, leur esprit et leur personnalité sont en plein développement; de plus ils n'ont pas d'expérience professionnelle. Les effets d'un système de santé et de sécurité déficient ou inexistant sont souvent plus dévastateurs et plus durables pour les enfants. De plus, une des caractéristiques qui différencie l'agriculture des autres formes de travail des enfants est que ces derniers vivent en général dans les fermes ou les plantations où ils travaillent, ce qui les expose à des risques supplémentaires.

Voici quelques uns des dangers et risques auxquels les enfants doivent faire face:

Les horaires de travail tendent à être extrêmement longs pendant la plantation et la récolte. Allant bien souvent du lever au coucher du soleil ; ceci en plus du temps de transport pour aller

¹ Les activités dangereuses pour les enfants sont la principale catégorie des «pires formes de travail des enfants» définies dans la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination de l'OIT.

et venir aux champs. L'intensité du travail laisse peu de place aux pauses et la longueur des journées de travail ne permet pas un temps de récupération ou de repos suffisant.

Une grande partie du travail agricole demande beaucoup de résistance et d'efforts physiques – se baisser, s'agenouiller, porter de lourdes charges. Cela peut représenter de longues heures de travail debout, voûté ou plié, à faire des mouvements répétitifs et adopter des positions corporelles inconfortables (voir *outils coupants* ci-dessous) ou transporter des charges lourdes ou encombrantes (paniers, ballots de cultures, conteneurs d'eau, etc.), bien souvent sur de longues distances.

Les enfants doivent souvent travailler par des températures extrêmes. Ils sont exposés au soleil, à la chaleur, ou au contraire au froid et à l'humidité, sans habits, chaussures ou équipements de protection adéquats. Dans des conditions de chaleur intense, s'ils n'ont pas accès à de l'eau potable, ils peuvent souffrir de vertiges dus à la déshydratation.

Les enfants travailleurs utilisent des outils coupants dangereux, dont des machettes, couteaux, faucilles, etc., afin de couper les cultures, haies, mauvaises herbes et broussailles. Ils subissent fréquemment des coupures, voire même des accidents plus sérieux, telles des amputations. Les mouvements répétitifs et forcés associés à la coupe, peuvent affecter le développement des muscles et os.

Les enfants travailleurs sont exposés aux chutes et aux blessures provoquées par la chute d'objets. Les enfants sont particulièrement utilisés pour aider à récolter. Ils peuvent tomber des échelles ou même des arbres lorsqu'ils cueillent les fruits qui poussent en hauteur et ou être blessés par les gousses de fruits tombés des arbres.

Les problèmes dermatologiques sont courants. Bien des cultures avec lesquelles les enfants travaillent sont abrasives, piquantes ou urticantes; ce qui peut provoquer des allergies, des rougeurs, des ampoules, etc.

Les enfants travailleurs risquent d'être blessés ou tués par des véhicules agricoles et du matériel lourd. Ceci provient de l'utilisation de machines et équipements puissants, de tracteurs qui se retournent ou par le fait d'être renversés par des engins, remorques, camions ou wagons utilisés pour transporter les produits de la ferme; cela peut

aussi arriver lorsqu'ils grimpent ou descendent de remorques ou machines en mouvement: ils peuvent tomber, perdre pied, glisser dessous et être écrasés.

L'exposition aux bruits intenses peut altérer leur audition. Une exposition excessive à des machines bruyantes peut entraîner des problèmes auditifs plus tard.

De nombreux enfants travailleurs doivent aussi mélanger, charger et appliquer des pesticides toxiques, dont certains sont extrêmement agressifs ou potentiellement cancérigènes, et d'autres peuvent avoir un impact négatif sur les fonctions cérébrales, le comportement et la santé mentale de l'enfant ou affecter leurs fonctions reproductrices masculines ou féminines futures. L'inexistence d'installations de stockage adéquates pour les pesticides ou de systèmes d'évacuation des conteneurs de pesticides vides peut entraîner des empoisonnements ou la mort d'enfants qui se servent de ces objets à d'autres fins.

Les enfants travailleurs sont souvent exposés à des niveaux élevés de poussière organique, ce qui peut provoquer de l'asthme, en particulier lors de la récolte ou du stockage de cultures, la préparation d'aliments pour le bétail et le balayage des places de travail. L'inhalation de poussières organiques peut causer des maladies respiratoires, des allergiques, comme l'asthme professionnel et l'alvéolite allergique extrinsèque (hypersensibilité, pneumonie).

Les enfants travailleurs sont exposés aux blessures et aux maladies occasionnées par le bétail et par les animaux sauvages. Les enfants qui gardent et traitent les animaux de ferme sont souvent en situation de risque car ils sont fréquemment blessés, bousculés, encornés ou piétinés par ces animaux. Le fait de travailler pieds nus dans les champs ou auprès du bétail les expose aussi à des coupures, des ecchymoses, des piqûres, des maladies de la peau, voire des maladies dues à l'eau, en particulier quand les sols sont humides et gras.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour



Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Fermes familiales et travail des enfants

Beaucoup d'enfants travaillent dans les fermes ou les propriétés de leurs parents, ou celles de leur famille proche, souvent de manière régulière après l'école, en fin de semaine, au cours des vacances scolaires, voire à plein temps, même s'ils n'ont pas encore atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi. Dans certains pays, les enfants sont parfois envoyés ou « prêtés » par leurs parents et vont vivre et travailler dans les fermes des membres de leur famille ailleurs dans le pays.

La ferme familiale est en même temps une entreprise et un domaine dans lequel les enfants et les aînés sont sensés être présents. Dans certaines parties du monde, les familles d'agriculteurs vivent dans des villages entourés par leurs terres agricoles. La ferme familiale combine les rapports familiaux et l'éducation des enfants avec la production d'aliments et d'autres matières premières.

Les fermes familiales sont souvent considérées comme des entreprises ou propriétés de petite taille qui pratiquent une agriculture de subsistance. En réalité, elles vont de petites propriétés, pratiquant l'agriculture de subsistance à temps partiel avec des animaux de trait et des outils manuels, aux très grandes entreprises commerciales familiales occupant de nombreux employés à plein temps. Les termes « agriculture commerciale » et « ferme familiale » ne s'excluent donc pas l'un de l'autre.

Similitudes entre le travail des enfants dans l'agriculture commerciale et dans l'agriculture de subsistance:

- Activités lourdes
- Transport de lourdes charges
- Longues heures de travail

- Une partie du travail se fait au détriment de l'école
- Demande saisonnière et intense, par exemple lors des récoltes

La taille et le type d'activités déterminent le besoin de travail de la part des membres de la famille et celui d'engager des travailleurs à temps partiel ou à titre temporaire. Une activité agricole typique peut comprendre la production de cultures et leur récolte, l'élevage du bétail, l'élimination du fumier et l'entreposage des semences et des récoltes. Elle peut aussi demander l'utilisation d'équipements lourds, la pulvérisation de pesticides et d'engrais, l'entretien des machines, la construction et d'autres tâches.

Le travail familial en milieu rural est souvent considéré comme un travail aucunement dangereux pour les enfants, ce type de solidarité familiale étant totalement bénéfique. Néanmoins, il n'est pas acceptable de supposer d'office que les enfants qui travaillent dans ce genre de fermes ne sont pas confrontés aux mêmes risques que ceux qui travaillent dans les grandes fermes commerciales. On peut fortement douter de l'hypothèse selon laquelle, grâce à la commercialisation et à l'industrialisation croissantes de l'agriculture et à la restructuration des grandes plantations commerciales en des unités agricoles plus petites et individuelles, les enfants qui travaillent avec leurs parents courent des risques moindres. Dans beaucoup de pays, les petites fermes produisent un pourcentage important, voire la majorité, des cultures et/ou des produits frais et peuvent être mécanisées et faire une utilisation massive de pesticides. Par exemple,

les petites fermes sont aussi susceptibles que les grandes entreprises commerciales de faire un usage inadéquat de produits chimiques, à cause du manque d'éducation et de formation quant à leur utilisation.

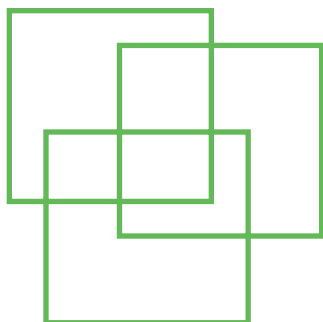
Comme l'agriculture est orientée de plus en plus dans bien des pays vers le marché et l'exportation, l'intensification de la production a parallèlement élargi la gamme des dangers et augmenté les niveaux de risques pour tous les travailleurs, tant les enfants que les adultes.

La composante «ferme familiale» dans l'agriculture, qui est universelle et liée à la culture et à la tradition, fait qu'il est bien souvent difficile de reconnaître que les enfants peuvent être systématiquement exploités dans de telles installations. Le fait que les enfants travaillent dans des fermes familiales peut être perçu comme une forme de «solidarité familiale». Bien que ceci puisse être le cas, il est important d'y jeter un œil de plus près et d'examiner les conditions de travail (qui peuvent bien être dangereuses) et le temps qui y est consacré et donc perdu pour l'éducation, plus particulièrement pour les filles.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour





Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

L'égalité des genres et le travail des enfants dans l'agriculture

Alors que les enfants qui travaillent dans l'agriculture sont confrontés à des difficultés communes, les filles portent un fardeau particulier. Étant donné le peu de structures d'accueil existantes et les possibilités de scolarisation restreintes, les femmes prennent souvent leurs enfants avec elles aux champs. Il est difficile d'obtenir des données précises sur le nombre total d'enfants qui travaillent dans l'agriculture et à plus forte raison de disposer d'une répartition entre filles et garçons. Ces enfants peuvent être vus comme aidant leurs familles et donc ne pas travailler à proprement parler. Souvent ils ne sont donc pas comptés dans le nombre total de travailleurs.

Dans les petites fermes familiales, il n'est pas rare de voir des garçons et des filles travailler à côté des membres adultes de leur famille. Dans les grandes fermes et les plantations, les enfants ne sont pas forcément enregistrés officiellement en tant que travailleurs, mais ils sont là pour aider les membres adultes de leur famille à atteindre les quotas ou sont engagés comme travailleurs indépendants. Ils aident à planter, désherber, cueillir, transporter de lourdes charges et manipuler des engrais et des pesticides, bien souvent sans bénéficier d'un équipement de protection adéquat. Les rémunérations des femmes et des enfants sont la plupart du temps inférieures à ceux des hommes et, bien souvent, les enfants remettent leurs gains aux adultes.

Les filles représentent une composante importante et souvent invisible du travail des enfants dans l'agriculture. Elles sont particulièrement désavantagées, puisqu'elles s'occupent souvent des tâches ménagères avant ou après d'aller travailler aux champs. Comme, bien souvent, les tâches ménagères ne sont pas considérées comme du travail en tant que tel, le

fait que les filles vont chercher de l'eau sur de longues distances, transportent du bois, nettoient, cuisinent et portent de jeunes enfants, en plus d'autres travaux, doit être pris en compte lors de l'évaluation de la charge de travail totale. Les mères sont davantage susceptibles d'assigner des tâches ménagères à leurs filles qu'à leurs fils, car elles perçoivent ces tâches comme étant «féminines».

Les longues heures de travail peuvent entraîner un véritable épuisement physique et mental, ce qui a une grande influence sur la santé et le bien-être des filles qui travaillent. Par exemple, un rapport d'évaluation rapide de l'IPEC sur la participation des filles au travail des enfants dans l'agriculture au Ghana signale le problème en mentionnant, que les filles n'ont pas de temps pour les loisirs. La lourde charge de travail affecte également leurs chances de fréquenter l'école ou d'avoir de bons résultats scolaires. Cette situation peut être aggravée par les longues heures d'isolement aux champs, qui peuvent exposer les filles à des violences et à des sévices sexuels.

Les inégalités entre les hommes et les femmes exacerbent le problème du travail des enfants et les stratégies pour traiter les questions d'égalité des genres dans le travail des enfants doivent prendre en compte les manières dont l'identité masculine conduit les hommes à agir de certaines manières, affectant ainsi le rôle des femmes et freinant la réussite des objectifs de développement. Un des éléments clés de l'autonomisation des femmes est l'amélioration de leur accès aux terres, qui dans bien des sociétés sont exclusivement ou principalement remises entre les mains des hommes. Les filles se retrouvent souvent à travailler pour un parent de sexe masculin pendant toute leur vie, sans jamais véritablement obtenir l'accès au

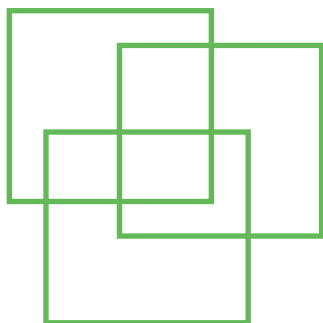
nécessaire processus de prise de décisions en tant que femme adulte. Beaucoup de femmes ont également un accès limité au crédit, aux ressources et à la formation. Alors que les lois en vigueur peuvent prévoir un tel accès, les us et coutumes de l'endroit (dont ceux relatifs au mariage, au divorce et à l'héritage) peuvent en disposer autrement. Informer les filles et les femmes de leurs droits et travailler à faire tomber les barrières pour leurs permettre d'accéder à la terre et aux ressources sont des mesures importantes à prendre en compte pour améliorer le développement rural.

Le travail des filles dans l'agriculture pose des problèmes culturels, sociaux, psychosociaux et même politiques. Il faut répondre à beaucoup de questions d'un point de vue législatif, culturel et économique. Ces problèmes sont souvent exacerbés par la migration des hommes et des garçons vers les zones urbaines, laissant dans beaucoup de cas les femmes et les filles derrière à peiner aux champs sans l'autonomie nécessaire pour gérer les familles et les fermes. En Afrique, où le VIH/SIDA affecte dramatiquement la démographie, les femmes et les filles se retrouvent souvent dans des situations intenable en ce qui concerne tant leur santé que leur capacité à gérer leur vie. Il convient de démontrer les avantages de l'éducation et une meilleure compréhension des avantages tangibles de l'égalité des genres si l'on souhaite avoir un impact sur des changements positifs et durables.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour





Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Familles migrantes, travail des enfants et traite des enfants dans l'agriculture

La main-d'œuvre migrante est une des caractéristiques habituelles de l'agriculture, particulièrement lors des périodes de pointe, telles que les récoltes. On trouve des travailleurs migrants dans tous les types de relations de travail: travailleurs occasionnels, temporaires, saisonniers, voire même à plein temps. Ces travailleurs migrants peuvent venir d'une autre partie du pays ou de l'étranger. D'où qu'ils viennent, ils sont toujours fortement désavantagés en termes de salaire, santé et sécurité, protection sociale, logement et protection médicale.

Il est habituel parmi les travailleurs agricoles migrants, saisonniers et temporaires d'inclure les enfants dans la cellule familiale de travail, notamment lorsqu'il n'y a pas d'écoles ou de structures d'accueil ou que celles-ci sont trop chères. Dans ce cas, ils commencent à travailler avec leurs parents dès leur plus jeune âge et ne peuvent pas aller à l'école. Dans les fermes et les plantations, les enfants travaillent souvent aux côtés de leurs parents dans des activités rémunérées à la tâche ou à la pièce, mais comme ils ne sont pas formellement enregistrés ils ne figurent pas dans les listes du personnel. Généralement, les revenus de toute la famille sont inscrits sous le nom du chef de famille masculin, qui est le seul à être considéré comme «employé».

Les enfants des travailleurs migrants sont souvent qualifiés «d'aides», bien qu'ils fassent un travail similaire et aussi ardu que celui des adultes. De même, ils peuvent être engagés par des entrepreneurs, des sous-traitants ou des chefs d'équipe, ce qui permet aux propriétaires des fermes ou des plantations de nier leur âge ou

les conditions sous lesquelles ils ont été engagés. Comme le travail effectué par ces enfants n'est pas reconnu, ni facilement enregistré dans les statistiques, il passe souvent inaperçu.

Pour beaucoup de familles, la participation des enfants dans le travail est essentielle pour atteindre un niveau de revenu suffisant pour vivre. Par exemple, une étude menée par la Fondation *Eliminating Child Labour in Tobacco* a révélé que dans les exploitations de tabac au Malawi, 78 pour cent des enfants âgés de 10 à 14 ans travaillent soit à plein temps, soit à temps partiel avec leurs parents. Un enfant de moins de 15 ans sur cinq travaille à plein temps et le même nombre d'enfants à temps partiel. Normalement, les enfants ne sont pas employés directement par les propriétaires, mais leur travail est nécessaire pour permettre aux familles de respecter les quotas imposés par leur employeur; car sans le travail des enfants, il est impossible pour la famille de respecter ses engagements. Une étude de l'OIT sur l'agriculture commerciale en Afrique du Sud a montré que, dans certaines fermes, les enfants devaient effectivement travailler s'ils souhaitaient continuer à vivre avec leurs parents.

Les enfants des familles migrantes qui travaillent aux côtés de leurs parents aux champs les accompagnent souvent depuis leur plus tendre enfance. Ces enfants très jeunes sont dans la plupart des cas amenés aux champs parce qu'il y a peu de structures d'accueil de jour accessibles et bon marché dans les zones rurales. Même s'ils ne travaillent pas, ces nourrissons, bébés et jeunes enfants sont exposés aux mêmes dangers professionnels que

leurs parents. Le travail des enfants dans ce type d'installations est aussi un problème de structures d'accueil. De surcroît, un rapport sur le travail des enfants dans l'agriculture aux Etats-Unis a noté que si, généralement, il n'y a pas de structures d'accueil dans de nombreuses zones agricoles, il est parfois étonnant de constater que là où de telles structures existent, celles-ci sont directement situées à côté des champs là où existe le danger d'être contaminé par la vaporisation et la pulvérisation de pesticides.

En plus de la migration d'enfants avec leurs familles, de nombreux rapports font état de travail forcé dans des plantations agricoles concernant des enfants venus d'ailleurs sans leurs parents. En 2002, une étude portant sur le travail des enfants dans environ 1 500 fermes productrices de cacao au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria a relevé que des centaines de milliers d'enfants étaient engagés dans des activités dangereuses au sein des fermes de cacao. Beaucoup de ces jeunes enfants étaient en provenance des pays appauvris de la région, comme le Burkina Faso, le Mali et le Togo. Dans de nombreux cas, les parents avaient accepté de vendre leurs enfants croyant qu'ils trouveraient ainsi du travail et renverraient de l'argent à la maison. Cependant, dès qu'ils étaient retirés de leur famille, les garçons étaient forcés de travailler dans des conditions proches de l'esclavage. En Côte d'Ivoire par exemple, environ 12 000 enfants n'avaient pas de parents proches ou éloignés dans la zone, ce qui laissait supposer qu'ils avaient été victimes de traite.

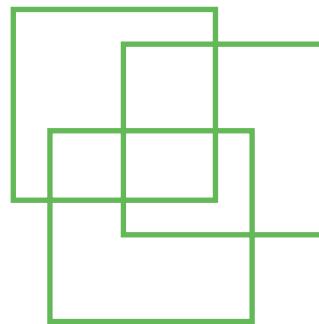
La situation en Côte d'Ivoire a provoqué de la part des sociétés de la chaîne mondiale d'approvisionnement en cacao et chocolat un engagement public de s'attaquer au problème. Ceci a été mis en évidence de façon manifeste par le Protocole de l'industrie du cacao, l'*International Cocoa Initiative* et le Système de certification et de vérification du cacao. Selon des sources non confirmées dans divers autres pays, la traite d'enfants à destination d'autres types de plantations aurait été identifiée (fermes de café et riz, plantations de thé, fermes de

production d'huile de palme). Il est nécessaire de mener des recherches complémentaires pour déterminer la magnitude et la portée de la traite des enfants vers ces autres types de plantations, afin d'élaborer des réponses efficaces.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour





Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Enseignement rural et travail des enfants dans l'agriculture

Le secteur agricole, situé dans les zones rurales, se caractérise souvent par une pénurie d'écoles, des écoles de qualité variable, des difficultés à garder les enseignants dans les zones rurales éloignées, le manque d'enseignement accessible aux enfants, des taux de scolarisation rurale faibles et variables et des normes de performances et de résultats scolaires réduites.

La demande saisonnière de travail des enfants (qui peut entrer en conflit avec le calendrier scolaire) et, dans certains pays, les difficultés à éduquer les enfants des familles qui déménagent de région en région pour s'occuper des troupeaux et des cultures, peuvent être des facteurs supplémentaires de complication dans les zones rurales.

Même dans les pays qui fournissent aux enfants un accès à l'enseignement élémentaire, une fois que les enfants achèvent l'école primaire et souhaitent continuer à étudier, l'école secondaire la plus proche peut être bien loin. Ceci peut rendre le déplacement jusqu'à l'école impossible, soit à cause du coût du transport, soit en raison du temps nécessaire pour s'y rendre, notamment si l'enfant doit faire l'aller et le retour à pied. Ces longues distances jusqu'à l'école peuvent constituer un problème particulier pour les filles et représenter un risque pour leur sécurité.

Lorsque les enfants quittent l'école, ils commencent invariablement à travailler, souvent à un très jeune âge et souvent en s'exposant à des dangers.

L'amélioration des normes d'enseignement dans les zones rurales et la façon d'y parvenir sont parmi les principaux défis auxquels les gouvernements doivent faire face lorsqu'ils

cherchent à atteindre un objectif d'éducation pour tous les enfants.

Le dernier Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous déclare que les enfants qui ne fréquentent pas l'école sont principalement pauvres, venant du milieu rural et issus de mères sans éducation. Il indique que 82 pour cent des enfants du premier âge qui ne fréquentent pas l'école vivent dans ces zones. De surcroît, «le nombre important de populations rurales et les inégalités en matière d'accès à l'éducation entraîne le fait que la grande majorité des enfants qui ne fréquentent pas l'école proviennent de foyers ruraux». Ce pourcentage est même plus important dans certains pays: Éthiopie (96%), Burkina Faso (95%), Malawi (94%), Inde (84%).

Nécessité d'une éducation de qualité

Alors qu'il est important de se focaliser sur le besoin de donner à tous les enfants des opportunités d'éducation, il est tout aussi important de s'assurer que les enfants aient accès à une éducation de bonne qualité. Fournir un enseignement de bonne qualité signifie que les enseignants doivent être recrutés en nombre suffisant et recevoir la formation nécessaire pour être efficaces. Le nombre d'élèves par enseignant doit être adéquat de telle façon qu'il/elle puisse fournir aux enfants l'enseignement qu'ils méritent.

Quelques fermes et plantations commerciales disposent de leurs propres écoles, qui appartiennent en grande partie aux agriculteurs et sont gérées par eux. La qualité de l'enseignement dans tels établissements peut varier beaucoup, mais ils sont souvent les seuls lieux d'enseignement accessibles à beaucoup d'enfants qui vivent avec leurs parents ou des

membres de leur famille dans des fermes ou des plantations commerciales.

En Afrique du Sud, le gouvernement a décidé de convertir les écoles des fermes commerciales, les faisant passer d'institutions largement contrôlées par les agriculteurs à des écoles publiques ordinaires, gérées par le gouvernement, avec une participation réduite des agriculteurs propriétaires.

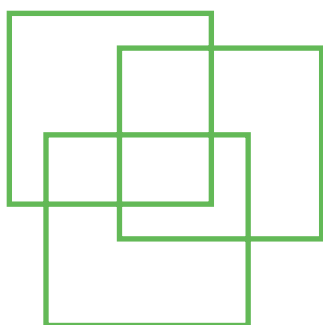
Des problèmes éducatifs importants desquels les pays doivent s'occuper, sont entre autre:

- Le besoin de disposer d'écoles proches des lieux où habitent les gens;
- Flexibiliser les systèmes scolaires si des nombres importants d'enfants sont absents en raison du travail aux champs;
- Améliorer l'utilisation des installations des écoles primaires existantes pour fournir, le cas échéant, un enseignement à des enfants plus âgés qui pourraient n'avoir aucun accès à l'éducation;
- Le besoin de mesures spéciales pour attirer des enseignants vers des zones rurales;
- Le besoin d'un suivi effectif des normes d'enseignement dans les zones rurales.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour





Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Les syndicats et l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture

Les syndicats agricoles jouent un rôle important dans l'élimination du travail des enfants puisque les travailleurs agricoles syndiqués qu'ils représentent sont au cœur même du système de production alimentaire dans les fermes et les plantations.

Les syndicats sont conscients que la lutte contre le travail des enfants va de pair avec la réalisation des objectifs syndicaux de base – emploi, salaires décents, meilleures conditions de travail et non discrimination à l'emploi. Nombre de syndicats ont été très actifs dans la mise en place de campagnes destinées à éliminer le travail des enfants, ce qui à la fois aide les enfants et complète leurs autres activités principales.

Les syndicats participent de plus en plus à des partenariats, alliances et réseaux visant à éliminer le travail des enfants dans l'agriculture. Ces collaborations vont des alliances avec un seul partenaire, par exemple le gouvernement, une agence internationale, un organisme patronal ou une entreprise multinationale, à des initiatives à participants multiples qui comprennent des entreprises multinationales et d'autres intéressés tout au long de la chaîne d'approvisionnement en aliments ou denrées alimentaires. Ces types d'activités comprennent également le renforcement de la coopération avec les employeurs en matière de travail des enfants, par le biais du dialogue social.

Voici quelques exemples d'initiatives syndicales pour combattre le travail des enfants aux niveaux national et local:

Au Ghana, le *General Agricultural Workers Union* (GAWU), le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) et le Programme

international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) de l'OIT ont collaboré à la formation des agriculteurs en tant que formateurs en matière d'élimination du travail dangereux des enfants dans l'agriculture. Ces formateurs ont ensuite donné des conférences de sensibilisation et formé des autres agriculteurs, des villageois, des chefs tribaux, des fonctionnaires locaux et d'autres intéressés à la manière d'éliminer le travail dangereux des enfants. Pour commencer, 20 petits agriculteurs des secteurs du cacao, de l'huile de palme, des oranges, du caoutchouc, du coton, du manioc, de la pêche et du riz ont été formés et souscrit à la campagne d'ACTRAV, «Faites de votre ferme une zone libre de travail des enfants». Les agriculteurs ont aussi adhéré au GAWU, améliorant ainsi fortement la capacité du syndicat à s'attaquer au travail des enfants.

Par ailleurs, le GAWU a négocié un contrat collectif avec la *Ghana Oil Palm Development Company*, obligeant la direction et le syndicat à travailler ensemble pour éradiquer le travail des enfants dans et autour des plantations. En conséquence, par exemple, les agriculteurs d'une communauté appelée Akenkase, située dans la zone d'attraction de la société, ont mené des programmes de formation continue en utilisant des jeux de rôles et d'autres méthodes participatives, et ont décidé d'arrêter l'utilisation du travail des enfants. Ils ont constitué une bourse de main-d'œuvre, afin de s'aider réciproquement lors des récoltes et d'autres activités agricoles.

Dans les zones rurales du Kirghizstan, presque tous les enfants travaillent aux champs avant et après l'école, parce que la faiblesse des

prix agricoles empêche les petits agriculteurs de payer la main-d'œuvre d'un adulte. Un projet commun d'ACTRAV et de Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) forme des représentants syndicaux pour les aider à éliminer le travail dangereux des enfants dans la production de coton, riz et tabac. L'Union des travailleurs agricoles du Kirghizstan, affiliée à l'UITA, a bien développé des structures dans toutes les régions du pays, afin d'aider à la mise en œuvre du projet.

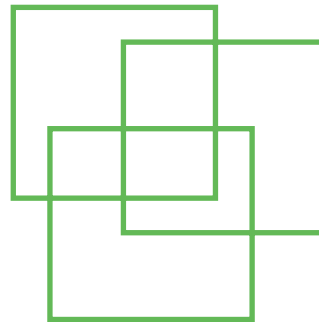
Ce projet aide également les petits agriculteurs à augmenter leur productivité et leurs revenus, de manière à pouvoir engager des travailleurs adultes. Le syndicat possède de petits lopins de terre dans les sept régions et les utilise pour former les petits agriculteurs. Ces terres servent également de garantie aux crédits bancaires pour les agriculteurs qui souhaitent se convertir à des formes plus durables de production agricole et au développement de coopératives de micro-crédit aux membres du syndicat.

Au niveau international, l'UITA a visé six cultures majeures (banane, cacao café, fleurs coupées, sucre et thé) dans lesquelles développer les liens entre les syndicats tout au long de la chaîne alimentaire, afin d'incorporer les travailleurs à tous les stades du processus de production et d'éliminer le travail des enfants au niveau de la production.

L'UITA est aussi activement impliquée dans un grand nombre d'initiatives à participants multiples. La fédération syndicale a aidé à créer une Fondation pour l'élimination du travail des enfants dans le tabac et l'Initiative internationale du cacao, et siège actuellement au conseil d'administration de cette dernière. L'UITA fait partie de la coalition syndicats-ONG qui a élaboré, en 1998, le Code de conduite pour la production de fleurs coupées et est actuellement un participant clé du label *Fair Flowers Fair Plants*, récemment lancé. Elle participe tout aussi activement au Code commun de la communauté du café.

Organisation internationale du Travail (OIT)
Programme international pour l'abolition du
travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour





Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Le rôle des organisations d'employeurs et de leurs membres dans la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture

Les employeurs et leurs organisations jouent un rôle fondamental dans la lutte mondiale contre le travail des enfants. Les employeurs peuvent prendre des mesures responsables afin de faire cesser le travail des enfants au sein de leurs entreprises, réduire les risques qu'encourent les adolescents et refuser d'engager des enfants. Au niveau politique, les employeurs et leurs organisations peuvent faire pression en faveur d'un enseignement efficace et de programmes de remise à niveau adéquats et aider ainsi à la prise de conscience par le public et changer les attitudes envers le travail des enfants.

Dans un effort de lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture, le Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) de l'OIT a, depuis 2004, apporté son concours à des organisations d'employeurs dans plus de dix pays du monde entier pour leur permettre, ainsi qu'à leurs membres, de prendre des mesures concrètes destinées à combattre le travail des enfants dans le secteur agricole. Ce programme, financé par le gouvernement norvégien, fonctionne actuellement dans les pays suivants: Azerbaïdjan, Ethiopie, Géorgie, Ghana, Malawi, Mali, Moldavie, Mongolie et Ouganda.

Avec le support technique d'ACT/EMP, les organisations des employeurs et leurs membres ont entrepris des différents types d'activités afin de progresser vers l'objectif global d'élimination du travail des enfants.

La Fédération des employeurs de l'Ouganda (FUE) s'est activement engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre le travail des enfants. En 2001, elle s'est concentrée sur le secteur du thé, en organisant des ateliers de sensibilisation pour 160 cadres supérieurs et 495 cadres moyens des plantations de thé. Un total de 660 personnes ont été formées en tant qu'agents du changement afin de suivre de près la situation dans les plantations de thé et les

communautés autour. En 2004, la Fédération s'est aussi concentré sur le secteur du café depuis qu'une étude a indiqué la forte incidence de travail dangereux des enfants dans ce secteur. La Fédération des employeurs de l'Ouganda a mené des actions de sensibilisation, a apporté son assistance dans la création des comités locaux pour le bien-être des enfants, a formé des agents du changement et a élaboré du matériel d'information.

Pour renforcer leur engagement dans la lutte contre le travail des enfants, en 2004 la Fédération des employeurs de l'Ouganda a signé également une déclaration conjointe avec l'Organisation nationale des syndicats (NOTU) et le Syndicat national des travailleurs des plantations et de l'agriculture, acceptant de travailler ensemble dans la lutte contre le travail des enfants dans le secteur de l'agriculture. L'initiative prise conjointement par la fédération patronale et l'organisation syndicale destinée à éliminer le travail des enfants dans le secteur national de la pêche en 2006, est un résultat direct de cette déclaration.

Au Ghana, l'association des employeurs de Ghana (GEA) travaille avec ses sociétés membres pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture. En 2005, des codes de conduite sur le travail des enfants ont été adoptés par cinq plantations commerciales de l'huile de palme et caoutchouc, et leurs fournisseurs. Les objectifs principaux de ces codes de conduites étaient de:

1. Etablir des principes de gestion responsable dans la production et le travail, en matière de travail des enfants, entre les entrepreneurs, petits propriétaires, cultivateurs et fournisseurs sous-traitants.
2. Clarifier les attentes des plantations, en matière de travail des enfants, vis-à-vis des entrepreneurs, petits propriétaires, cultivateurs et fournisseurs sous-traitants.

Une des sociétés de plantations de caoutchouc qui emploie environ 2 500 travailleurs, fournit des services sociaux, y compris un soutien éducatif, afin d'éloigner les enfants du travail et les garder à l'école. Cette société a également créé une école pour les élèves du niveau 1 au secondaire inférieur et aide à la garder en fonctionnement. Chaque année la société donne à sept élèves du cycle secondaire des bourses d'études pour un montant total approximatif de 3 600 euros. Enfin, à la suite d'une convention collective récente chaque employé de la société a droit à une allocation annuelle d'études d'environ 18 euros, pour l'aider à payer les frais de scolarité de ses enfants.

Au Malawi, l'Association consultative des employeurs (ECAM) vise le secteur du thé, où elle a aidé à revitaliser les comités de protection des enfants, qui suivent la situation du travail des enfants. L'Association du thé du Malawi, qui est membre de l'Association consultative des employeurs, a également adopté une politique interdisant l'emploi d'enfants de moins de 18 ans. Les sociétés de thé affiliées à l'association travaillent en collaboration étroite avec l'organisation des employeurs pour garantir que les contrats ne soient accordés qu'à des propriétés «libres de travail des enfants». Par exemple, une de ces sociétés qui emploie 16.500 travailleurs en haute saison n'engage personne de moins de 18 ans. La même société gère des écoles dans deux de ses plantations et a soutenu la construction ou le réaménagement de salles de classe, de bureaux et de logements de professeurs dans d'autres écoles communautaires ou publiques des environs. De plus, des dispensaires au sein même des plantations fournissent des soins sanitaires gratuits à tous les travailleurs et à leurs familles. Ces dispensaires disposent de médecins et d'infirmiers diplômés et disposent d'un parc automobile de 17 ambulances.

L'organisation patronale nationale d'Azerbaïdjan (ASK) se focalise sur le combat contre le travail des enfants dans les régions de production du coton du pays. En 2004, une étude d'évaluation rapide a été menée dans le but de déterminer la prévalence et la nature du travail des enfants dans huit régions productrices de coton. Elle a été suivie par une campagne nationale dans les médias et par le l'élaboration de matériel de formation et de sensibilisation en

azéri, afin de sensibiliser les employeurs et autres parties intéressées. L'ASK élargit actuellement ses activités à huit régions productrices de tabac et de thé en Azerbaïdjan dans la lutte contre le travail des enfants.

En Moldavie la fédération nationale des producteurs agricoles (FNPAIA) dispose d'une équipe de 15 formateurs rattachés à ses bureaux régionaux partout dans le pays. Cette équipe a traditionnellement formé des agriculteurs locaux en matière de la planification commerciale et au marketing. Suite au projet, ces formateurs ont dorénavant acquis des compétences additionnelles et une bonne connaissance en matière de travail des enfants et mènent régulièrement des sessions de sensibilisation au travail des enfants en supplément de leurs autres programmes. Du matériel de formation et de sensibilisation spécifique a également été élaboré dans la langue locale.

Ces exemples démontrent que beaucoup d'organisations d'employeurs nationales mettent en place de plus en plus des mesures importantes pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture, et que des résultats positifs peuvent être obtenus en utilisant des approches différentes, y compris limiter activement l'accès des enfants au travail, aborder le problème du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnements, entreprendre de campagnes de sensibilisation et de formation, donner du support aux structures de l'enseignement et travailler ensemble avec des syndicats et des gouvernements. L'engagement continue et le support des organisations des employeurs et de leurs membres dans la lutte contre le travail des enfants est vital afin d'atteindre l'objectif de l'élimination de travail dangereux des enfants.

Pour plus d'information, consultez le Guide d'ACT/EMP/IOE, «Employers and child labour» (Employeurs et travail des enfants).

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour



Journée mondiale contre le travail des enfants 12 juin 2007

Les coopératives et l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture

Les coopératives sont des entreprises dont la propriété et le contrôle appartient à ses membres, qui sont guidés dans leurs activités par un ensemble de valeurs et de principes coopératifs universellement reconnus, qui leur amènent à combattre le travail des enfants. Celles-ci disposent d'un potentiel important mais sous-utilisé pour lutter contre le travail des enfants dans un grand nombre de secteurs, y compris l'agriculture, la production artisanale et la vente de détail, ainsi que les services de logement, financiers et bien d'autres. Les membres des coopératives améliorent leurs vies grâce à leurs coopératives, qui leur fournissent du travail, des revenus et des biens et services à des prix raisonnables. Les coopératives luttent ainsi contre la pauvreté, qui est une des causes de l'utilisation et de la propagation du travail des enfants.

Les coopératives sont des entreprises économiquement et socialement importantes dont la taille va de petites organisations d'entraide entre voisins à de grandes entreprises multinationales. Au niveau mondial, les 300 principales coopératives représentent un trillion de dollars des Etats-Unis de chiffre d'affaires, ce qui correspond au produit intérieur brut de la 10^e économie du monde. Cinquante pour cent de la production agricole mondiale est commercialisée par des coopératives. De surcroît, un grand pourcentage des marchés des matières premières agricoles est en mains des coopératives, notamment ceux des cultures, des produits laitiers, du bétail et de quelques cultures d'exportation.

Les coopératives font du développement une réalité pour des millions de personnes dans le monde d'aujourd'hui, où la pauvreté et la faim sont encore le lot de milliards de gens. Elles

rassemblent 800 millions de membres coopératifs dans le monde entier, emploient 100 millions de travailleurs et trois autres milliards de personnes en bénéficient directement ou indirectement.

La principale contribution des coopératives à l'élimination du travail des enfants est l'amélioration des conditions de vie de leurs membres et de celles des communautés qu'elles servent. Dans le secteur agricole, les coopératives représentent un modèle d'entreprise que les agriculteurs peuvent utiliser pour améliorer leurs revenus et mieux organiser le marché du travail pour parvenir à des conditions de vie durables.

De plus, les coopératives mènent déjà et peuvent continuer à mener des actions dans les domaines suivants:

- Promouvoir auprès de leurs membres et des communautés, des campagnes de sensibilisation sur l'élimination du travail des enfants, en particulier dans l'agriculture;
- Prendre des initiatives visant à éliminer l'utilisation du travail des enfants par les coopératives ou des membres coopératifs, par exemple les agriculteurs qui livrent des produits agricoles aux coopératives;
- S'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement soient libres de travail des enfants, par exemple dans le cas des coopératives de vente au détail qui commercialisent des aliments, des boissons et des fibres auprès de leurs clients.

Parmi des initiatives actuelles des coopératives on trouve l'élaboration de codes de conduite et de politiques relatives à l'approvisionnement équitable, interdisant strictement que les producteurs et les fournisseurs recourent au travail des enfants.

Toutes ces initiatives comprennent des contrôles et un système de suivi et prévoient des sanctions ou des actions correctives lorsque qu'il y a recours au travail des enfants. Les principales coopératives de vente au détail, dont *Coop Italia* (Italie), *Coop Norden* (Suède, Danemark et Norvège), *Migros* (Suisse), *Cooperative Group CWS* (GB), ont mis en place de tels outils.

Des coopératives agricoles ont elles aussi pris l'engagement d'abolir le travail des enfants. Par exemple, l'*Indian Farmers' Fertiliser Cooperative*, une grande et prospère coopérative d'engrais s'est engagée à abolir le travail des enfants dans ses 37 000 coopératives et leurs membres. Dans les secteurs du cacao et du café en particulier, où plus de 80 pour cent des produits du commerce équitable proviennent de coopératives, les membres de celles-ci ont éliminé le travail des enfants de leurs chaînes de production. Beaucoup de membres coopératifs rapportent que, pour la première fois, des agriculteurs peuvent envoyer leurs enfants à l'école, grâce à leur association avec la coopérative. Quelques coopératives fournissent aussi des programmes de bourses pour aider les agriculteurs à donner des possibilités d'éducation à leurs enfants.

Organisation internationale du Travail (OIT)

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

www.ilo.org/childlabour

